

A woman with curly hair is carrying a baby in a grey sling. She is looking upwards and has her mouth open as if shouting or chanting. In the background, there are other people at a protest, some wearing white hats and purple scarves. A purple flag is visible. The scene is outdoors with trees in the background.

awid

Franchir les frontières, briser les barrières

RAPPORT ANNUEL 2025



L'AWID
tient à remercier
toustes nos allié·es,
sympathisant·es,
membres et bailleurs
de fonds qui ont rendu
nos réalisations possibles.

Sommaire

LETTRE DES
CODIRECTRICES



INFRASTRUCTURES



LEADERSHIP



DURABILITÉ



ZOOM SUR LA
RÉSILIENCE
ORGANISATIONNELLE



FINANCES



Chères ami·e·s

2025 a été l'année où nombre des tempêtes que nous redoutions depuis longtemps se sont abattues simultanément : avalanche de coupes budgétaires, intensification de la militarisation et de l'autoritarisme, montée de la violence aux frontières et aggravation des crises climatiques.

Nous nous sommes alors demandé de quoi les mouvements féministes auraient besoin, non seulement pour survivre, mais aussi pour renforcer notre pouvoir collectif et façonner notre avenir. Cette question a guidé notre travail autour de trois piliers : infrastructures, leadership et durabilité.

Les infrastructures, parce qu'elles créent les conditions qui permettent aux mouvements de se connecter, de s'organiser, d'apprendre et d'agir au-delà des frontières. Le leadership, en tant qu'imaginaire politique collectif capable de renforcer notre pouvoir dans un monde en pleine mutation. La durabilité, parce qu'elle nous invite à repenser en profondeur la manière dont les mouvements féministes se construisent, s'organisent et partagent les ressources d'une génération à l'autre.

Ce travail consiste aussi à réinventer ce que signifie, pour nous à l'AWID, être une organisation mondiale, cultiver la solidarité et le sentiment d'appartenance au-delà des frontières, soutenir les mouvements et mobiliser l'action. Plus que jamais, l'heure est au courage, à l'expérimentation et à l'imagination collective.

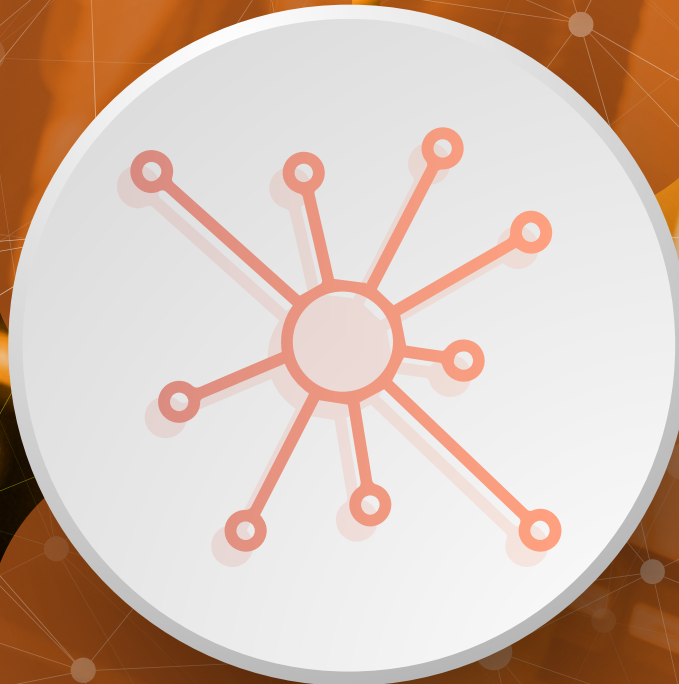
Les pages qui suivent en donnent des exemples concrets : de nouvelles infrastructures pour les mouvements féministes, des données inédites et des expériences de mobilisation des ressources et de soutien mutuel, des formes d'organisation politique transfrontalière malgré des restrictions toujours plus nombreuses, mais aussi un aperçu du travail quotidien de construction d'un pouvoir collectif.

Portée par une communauté féministe mondiale exceptionnelle de près de 10 000 membres à travers le monde, l'AWID assume cette responsabilité avec humilité et détermination. L'avenir de l'organisation féministe se construira ensemble. Et c'est avec une immense fierté que nous contribuons à cette construction.

Avec toute notre affection,

Faye and Inna

INFRASTRUCTURES



Construire et renforcer des systèmes interconnectés qui permettent aux mouvements d'agir collectivement

Espaces de solidarité : réponse féministe et care collectif

Les rassemblements solidaires sont au cœur de l'activisme féministe parce qu'ils nous permettent de construire une analyse commune, de transformer une lutte partagée en pouvoir collectif et de tisser des liens durables. Lorsque notre travail est attaqué, ces espaces de solidarité sont une bouée de sauvetage.

Quelques semaines après son élection, le Président américain a signé une série de décrets expéditifs entraînant notamment le gel des financements de l'USAID ainsi que de l'aide mondiale destinée à la lutte contre le VIH/sida. Parallèlement, plusieurs gouvernements ont considérablement réduit leurs budgets consacrés au développement international, accentuant la précarité financière qui touche déjà la société civile à l'échelle mondiale. L'impact de ces mesures sur les mouvements féministes et sociaux dans leur ensemble, tout comme pour nos membres, a été considérable.

Lancés début 2025, les Espaces de solidarité des membres de l'AWID sont nés d'un besoin urgent exprimé par les membres de comprendre les conséquences du gel soudain des financements américains. Les questions qui guidaient ces échanges étaient simples mais essentielles : quelles répercussions ces coupes budgétaires ont-elles sur vos communautés ? Quels risques, mais aussi quelles possibilités, font-elles émerger pour nos mouvements ? Comment pouvons-nous agir sur les mécanismes mondiaux de financement afin que les ressources continuent d'atteindre les mouvements qui en ont le plus besoin ?

Ce qui avait commencé comme un dialogue de crise s'est progressivement transformé en une plateforme permanente de solidarité, où les membres pouvaient également partager d'autres préoccupations émergentes et besoins collectifs.



FÉVRIER

Les deux premières sessions, organisées en février et en mars, ont offert aux membres un espace pour analyser les conséquences politiques et concrètes du gel des financements.

MARS

JULIET

D'autres rencontres ont suivi en juillet, en septembre et en octobre, témoignant de la persistance de la crise, mais aussi de la volonté des membres de rester en lien et de réfléchir ensemble à la pérennité de nos mouvements.

SEPTEMBRE

OCTOBRE



L'Espace de solidarité de septembre a été consacré au Népal et aux féministes de la Gen-Z dans le contexte des manifestations qui secouaient le pays. Elle a réuni des activistes du Népal, d'Indonésie, du Kenya et de France pour échanger sur les formes de résistance portées par les jeunes et sur le rétrécissement de l'espace civique. Cette session a montré comment les mouvements de la Gen-Z s'organisent face à la corruption, au chômage et à la répression étatique, tandis que les gouvernements répondent de plus en plus par la violence, la censure et la surveillance numérique. En partageant leurs expériences de terrain, les intervenant-es ont ancré les analyses mondiales dans la réalité quotidienne.



Au fil des sessions, les Espaces de solidarité ont rassemblé des féministes du monde entier, dans toute leur diversité linguistique. Cette diversité géographique n'a cessé de s'élargir tout au long de l'année, et le dernier Espace de solidarité de 2025 a réuni des féministes de plus de 30 pays répartis sur plusieurs continents.

Les membres de l'AWID ont témoigné de l'importance qu'ont eue les Espaces de solidarité à leurs yeux :

Membre de l'AWID, Libéria

« En créant des liens au-delà des frontières, les féministes peuvent partager des outils de résistance, cultiver la résilience et construire des mouvements inclusifs qui ne laissent personne de côté. Ces échanges nous permettent non seulement de réaffirmer nos luttes communes, mais aussi de les transformer en une force collective, afin que nos réponses aux injustices reposent sur l'empathie, la collaboration et la solidarité mondiale. »

Membre de l'AWID, Kenya

« J'apprécie le fait que tout le monde puisse utiliser Wordly pour échanger et écouter les autres. Et que ce soient les mouvements qui prennent la parole, plutôt qu'une grande ONG internationale qui enchaîne les présentations, comme dans d'autres webinaires. »

Membre de l'AWID, Inde

« Dans un moment qui semble profondément conflictuel, tant sur le plan personnel que mondial, je ressens le besoin de disposer de davantage d'espaces de solidarité pour me rappeler le pourquoi et découvrir le comment avancer. J'attends avec impatience cet espace pour éprouver ce sentiment de communauté dans un monde actuel déroutant, où exprimer sa frustration et son désespoir semble acceptable, et où des conversations se tiennent et des idées se partagent sur la manière d'avancer vers l'avenir et de continuer à construire le monde que nous osons encore imaginer. »

Membre de l'AWID, Mexique

« La situation mondiale a des répercussions au niveau local. Nous devons explorer des moyens, des ressources et des idées pour assurer la pérennité de nos mouvements. »

L'application Communauté AWID : un refuge numérique pour les mouvements féministes

L'espace numérique occupe une place de plus en plus importante dans l'organisation politique des mouvements féministes. C'est pour soutenir la mobilisation et la collaboration au-delà des frontières que nous avons créé la plateforme Communauté AWID. Conçue pour être un espace sûr et facile à utiliser, elle repose sur des valeurs féministes.

En août, nous avons donné un nouvel élan à notre plateforme web en lançant l'application Communauté AWID, un réseau numérique féministe conçu autour des principes de sécurité et d'intersectionnalité. Cette application permet aux membres d'interagir avec des activistes du monde entier, d'explorer des cartes interactives et de s'organiser collectivement pour faire avancer la justice de genre.



L'application offre notamment :



un réseau mondial, permettant d'entrer en contact avec des féministes et des mouvements alliés du monde entier grâce à une carte interactive qui permet d'effectuer des recherches par région ou par thématique.



une opportunité de renforcer les mouvements, en donnant accès à des informations, à des opportunités et à des espaces conçus pour soutenir l'organisation intersectionnelle et renforcer la solidarité au-delà des frontières.



un espace sécurisé, géré par la communauté : la plateforme propose un espace d'échanges et de plaidoyer à l'abri de la surveillance, du harcèlement et de l'instabilité des grandes plateformes de réseaux sociaux.

Si vous êtes déjà membre de l'AWID, retrouvez-nous :

Et si vous n'êtes pas
encore membre de l'AWID,
c'est le moment de nous rejoindre !

<https://www.awid.org/fr/adhesion-awid>



Android



Google Play Store

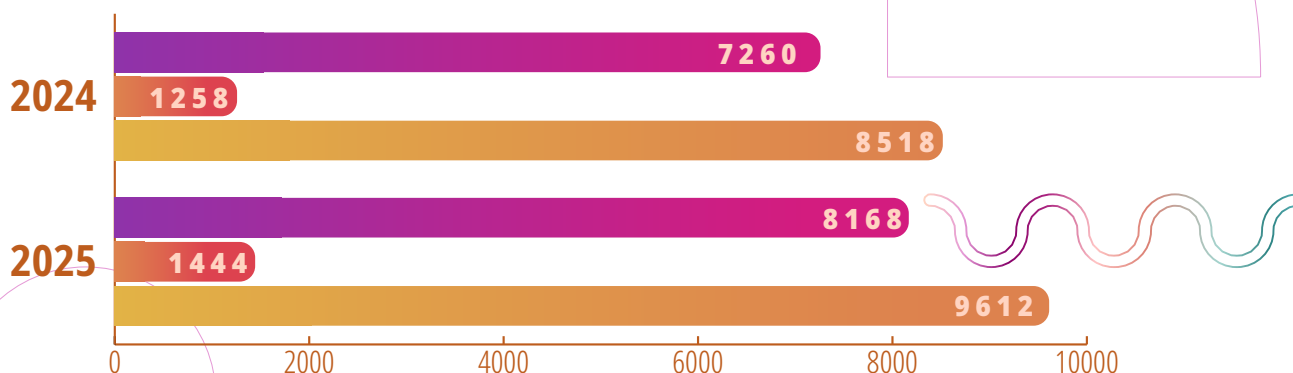


iOS

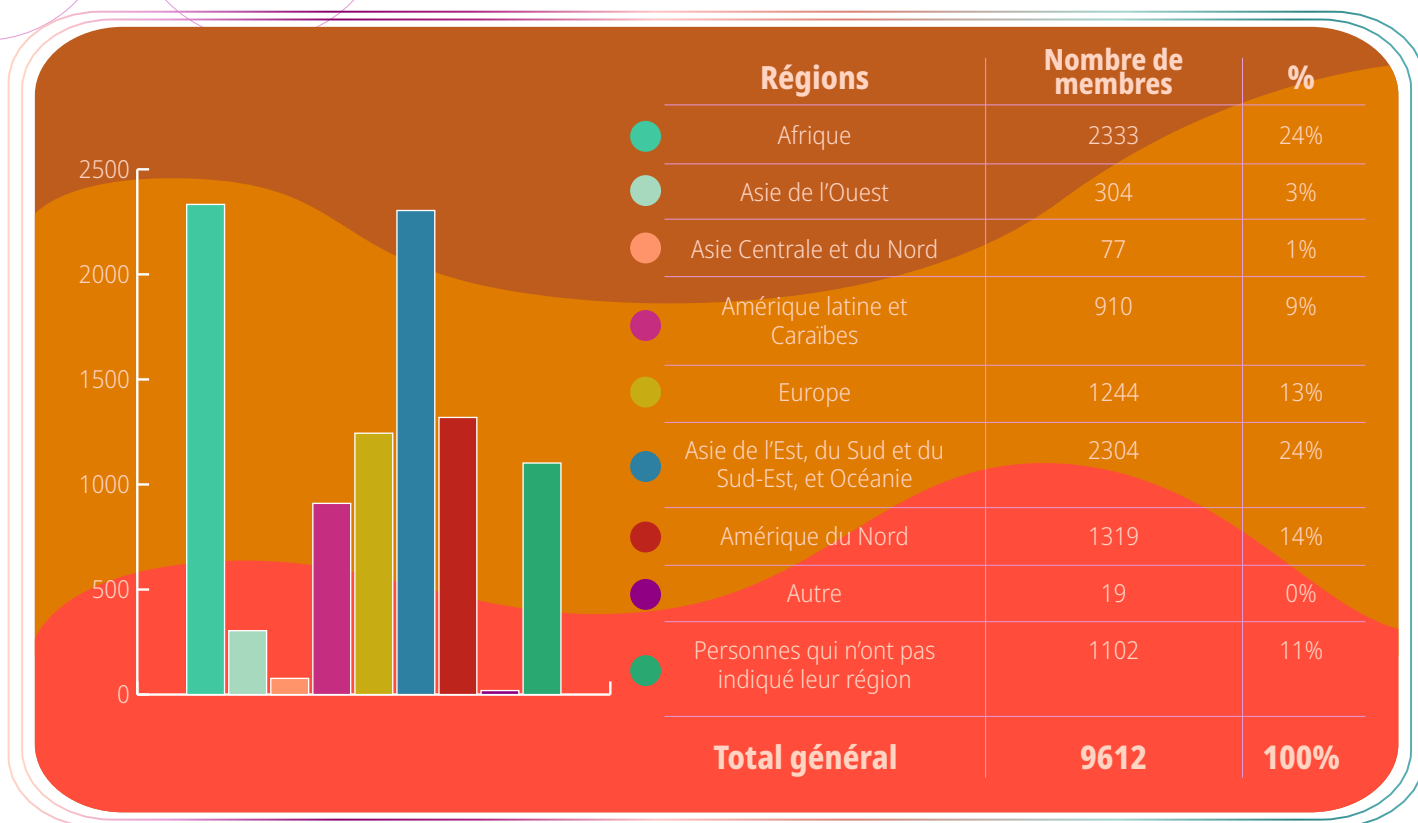


Apple App Store

Les membres l'AWID : une communauté mondiale qui ne cesse de grandir



Membres individuel·les **Membres institutionnel·les** **TOTAL**



Notre communauté vibrante continue de grandir à travers le monde. Le nombre de membres de l'AWID est passé de 8 518 en décembre 2024 à 9 612 à la fin de 2025, soit une croissance d'environ 13 %. Cette croissance est portée en premier lieu par les jeunes féministes de moins de 30 ans.

Sur le plan régional, l'Afrique ainsi que l'Asie de l'Est, du Sud et du Sud-Est et l'Océanie restent les principaux bassins d'adhésion de l'AWID, avec environ 24 % du total de nos membres chacune en fin d'année. Parallèlement, le nombre de membres en Europe et en Amérique du Nord a progressé d'environ 20 %, reflétant potentiellement un intérêt croissant des féministes de la Minorité mondiale pour les mouvements féministes et les analyses politiques issues de la Majorité mondiale, ainsi qu'un besoin accru d'organisation transnationale à une époque marquée par des attaques coordonnées et mondiales contre les droits.

Les pôles des mouvements : réinventer le multilatéralisme en pratique

L'AWID a expérimenté un modèle innovant pour répondre à un problème structurel : qui peut participer au plaidoyer et aux processus décisionnels mondiaux, et sous quelles conditions ? Bravant les coupes budgétaires et la violence aux frontières, les pôles des mouvements créent des passerelles entre les réalités locales et les espaces mondiaux, tout en tissant de nouveaux liens entre les régions.

Ils rassemblent des féministes au niveau local pour leur permettre de participer collectivement à des événements mondiaux ou régionaux — comme le 15^e Forum international de l'AWID à Bangkok ou la Commission de la condition de la femme (CSW) à New York — sans quitter leurs territoires. Chaque pôle définit son propre cadre d'action, fixe ses priorités, établit sa programmation et choisit la manière de s'organiser autour de ces processus mondiaux.

Ils peuvent prendre la forme de simples rencontres dans des zones rurales ou de sessions retransmises en direct dans des capitales. Leur format s'adapte aux besoins et réalités locales (théâtre, ateliers ou réflexion collective) afin de créer des espaces d'analyse politique et de dialogue que les grandes conférences internationales offrent rarement.

Les pôles des mouvements de l'AWID prennent ainsi vie sous des formes multiples.

Les pôles CSW69

En nous appuyant sur notre expérience du Forum de l'AWID, nous avons soutenu cinq pôles engagés dans la CSW69, un espace historiquement peu accessible aux féministes de terrain, encore plus verrouillé cette année en raison des restrictions aux frontières et du gel des financements imposés par l'administration américaine. Trois pôles (en **Jamaïque, au Nigéria et au Kenya**) ont poursuivi le travail engagé lors du Forum. Deux nouveaux pôles ont vu le jour : l'un réunissant des féministes des Caraïbes pour réfléchir à la pertinence d'un engagement à la CSW, l'autre, en Libye, consacré à la signification de Beijing +30 pour les mouvements féministes en Libye et en Tunisie.



Pôles de résistance de la COP30

À l'occasion de la COP30, nous avons collaboré avec cinq partenaires de l'AWID pour mettre en place des pôles à la Barbade, au Pakistan, au Nigéria, au Cameroun et aux Philippines. Entre 75 et plus de 100 activistes se sont réunies sur chacun de ces sites afin d'élaborer des analyses sur la justice climatique, en marge des négociations officielles.

Les espaces de la COP restent largement structurés pour exclure les voix des personnes en première ligne et des mouvements de terrain. Les pôles de résistance pour la justice climatique ont directement remis en question cette dynamique en plaçant les expériences vécues au cœur des échanges, en renforçant le pouvoir collectif au-delà des frontières et en ancrant les revendications climatiques dans une politique féministe plutôt que dans l'accès aux institutions.

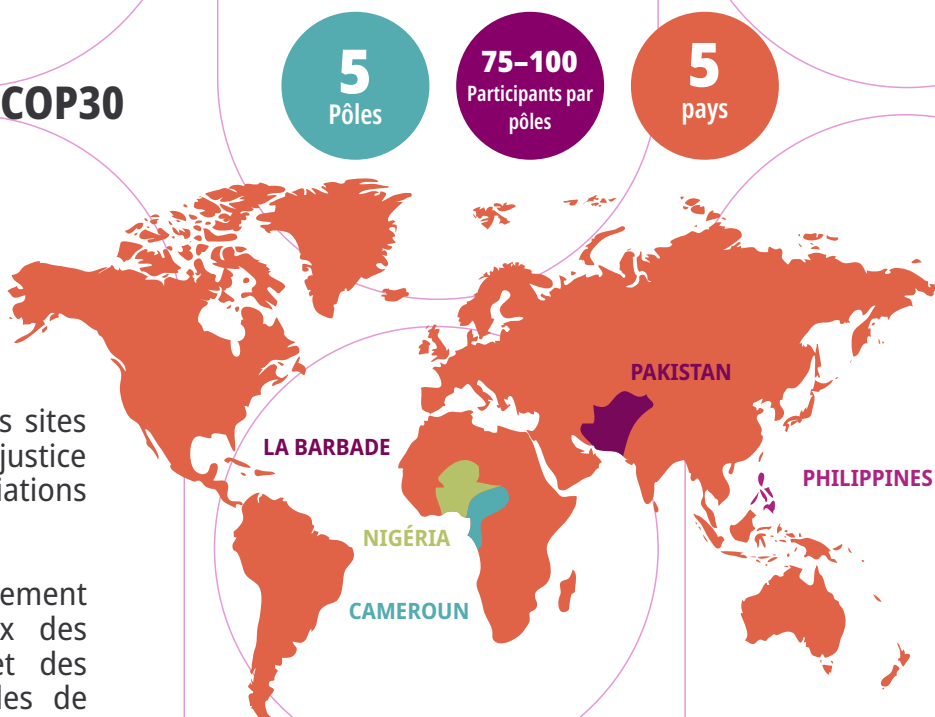
Nous avons fait équipe avec Global Voices pour documenter et relayer le travail mené par les pôles. Comme l'a résumé une personne participant au réseau RADD, au Cameroun :

« Si nous ne pouvons pas aller en Amazonie, alors que l'esprit de l'Amazonie vienne jusqu'à nous, ici, car nos forêts sont tout aussi vivantes, tout aussi menacées et tout aussi essentielles pour la planète. »

Le rôle des pôles

Les pôles ne sont pas une simple solution pour contourner l'exclusion ; il s'agit d'une action politique qui remet en question le fonctionnement du plaidoyer mondial. Ils ancrent les débats internationaux dans les réalités locales et renforcent la capacité des mouvements à s'engager dans les mécanismes multilatéraux selon leurs propres priorités. Ils créent également des liens entre les régions et les luttes, ce que le modèle traditionnel des grandes conférences permet rarement.

À une époque où les violences aux frontières et les coupes budgétaires réduisent les possibilités d'organisation transnationale des mouvements féministes, le modèle des pôles offre une manière concrète de poursuivre ce travail.



The background of the entire page is a vibrant red. In the center, there is a silhouette of a person with their right arm raised in a fist. Overlaid on the person's chest is a large white circle containing a red outline of a megaphone. In the upper right corner, there is another white outline of a megaphone with three short lines radiating from its horn. The word "LEADERSHIP" is written in white, bold, uppercase letters across the middle of the image.

LEADERSHIP

Promouvoir des visions communes, une stratégie partagée et une mobilisation collective capable de renforcer notre pouvoir et d'orienter les politiques et les pratiques.

En route vers la justice climatique : renforcer notre pouvoir en vue de la COP30 hacia la COP30

Le chemin vers la COP30 à Belém n'a pas commencé dans une salle de négociation. Il a pris forme dans des espaces de coalition, lors de rassemblements féministes et d'ateliers communautaires. Pendant plusieurs mois, un travail collectif a permis d'aborder les négociations internationales sur le climat en tant que force organisée, portée par un programme féministe clair et des alliances solides.

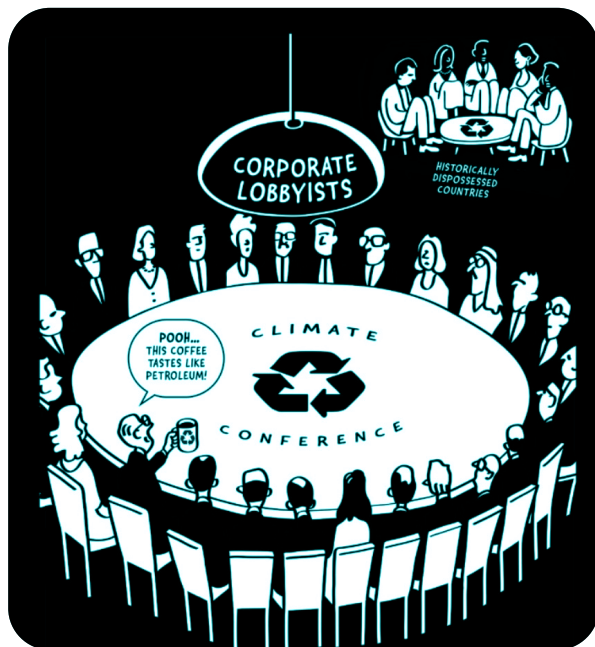


La participation de l'AWID au Rassemblement mondial féministe pour la justice économique et climatique, organisé en mai à Rabat, au Maroc, par le Mouvement MENAFem et WEDO, a marqué un tournant. La majorité des participant·es venaient d'Asie du Sud-Ouest et du continent africain, des régions qui subissent de plein fouet la crise climatique et sont à l'avant-garde des solutions durables.

Nous y avons partagé des exemples concrets d'alternatives économiques féministes déjà mises en œuvre dans différents secteurs et régions. Les échanges ont également permis de dépasser les cloisonnements entre justice climatique, justice économique et justice de genre, tout en réaffirmant la nécessité de transformer l'architecture financière mondiale et de défendre un financement climatique fondé sur le principe des réparations.

Les réflexions collectives menées à Rabat ont contribué à l'élaboration de la Déclaration de Rabat, qui propose un cadre féministe commun pour la justice climatique et économique.

Savoir partagé, pouvoir collectif : notre collaboration avec ESCR-NET

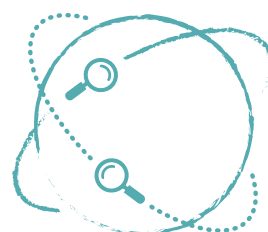


Nous avons approfondi notre collaboration avec ESCR-Net, (un réseau mondial œuvrant à la promotion des droits économiques, sociaux et culturels) en apportant nos analyses sur le pouvoir des entreprises et les alternatives économiques féministes à une bande dessinée sur les Fausses Solutions ainsi qu'au document Des solutions climatiques portées par les communautés, qui sert désormais de référence au réseau pour étayer ses critiques du financement climatique et ses appels en faveur d'une justice climatique réparatrice fondée sur les droits humains.

Notre participation au comité de pilotage et au groupe de travail sur l'environnement d'ESCR-Net a donné un nouvel élan à cette collaboration. À la COP30, nous avons coordonné nos activités sur le terrain : conférences de presse, mobilisations contre le militarisme au sein même de la conférence et événements organisés dans le cadre du Forum des peuples.

Aux côtés d'ESCR-Net et du Transnational Institute, nous avons lancé la campagne À qui appartient vraiment la COP ?

afin de dénoncer l'influence des entreprises sur les négociations climatiques. La campagne a mis à la disposition des mouvements des outils de plaidoyer dans différentes langues, reliant les alternatives économiques féministes et les débats sur le financement climatique, tout en étayant les arguments pour un changement systémique.



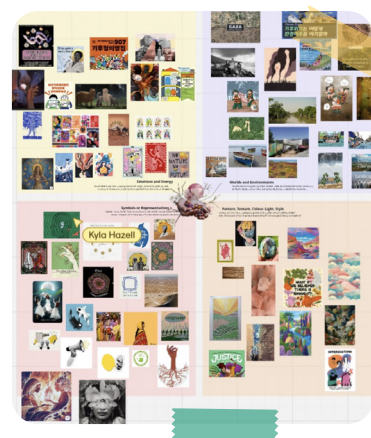
Faire mouvement avec nos membres : consolider notre base politique

Une question a guidé l'ensemble de cette démarche : comment faire de nos membres des acteur·ices à part entière de cette lutte ? Plus de 2 500 membres de l'AWID œuvrent aujourd'hui pour la justice climatique, soit trois fois plus qu'il y a deux ans. Notre approche est restée la même : créer des espaces conviviaux, créatifs et authentiques.

À l'occasion de la Journée de la Terre, 36 membres se sont retrouvés en ligne pour un atelier de création de fanzines afin de lancer Solidarité transnationale féministe : un antidote à l'écocide et d'inaugurer le Cercle pour la justice climatique sur la plateforme Communauté AWID, qui rassemble désormais 302 membres. Ce format, intime et créatif, a favorisé une qualité de lien que les espaces institutionnels parviennent rarement à susciter. Un·e participant·e a d'ailleurs confié avoir eu l'impression d'être toustes dans le même salon.

Des membres d'Espagne, d'Inde, d'Indonésie et de Corée du Sud ont également co-conçu un jeu de cartes consacré aux alternatives économiques féministes. Pensé comme un outil d'éducation populaire, il permet aux mouvements d'apprendre et de s'organiser autour d'alternatives concrètes au système actuel. Les réactions parlent d'elles-mêmes : « Travailler à la création d'un jeu plutôt que de rédiger un énième rapport semble vraiment intéressant. »

MEMBRES



Au cœur de la CCNUC : une présence féministe qui pèse dans les négociations

À la COP30, l'AWID a inscrit son action dans le cadre du Women and Gender Constituency (WGC, groupe Femmes et Genre), l'un des neuf groupes officiels de la CCNUC et principal espace de plaidoyer féministe dans les négociations. Après plusieurs mois de participation aux appels à l'action et aux sessions stratégiques de la WGC, nous avons porté un programme commun : questionner la présidence de la COP30, promouvoir la Déclaration de Rabat à travers des canaux officiels, dénoncer l'emprise des entreprises sur la gouvernance de la COP30 et alerter sur la privatisation du financement de l'adaptation au changement climatique.

CCNUC

CCNUC



COP30, Belém : de la présence au pouvoir

À Belém, le contraste entre les salles de négociation et les mobilisations dans la rue était frappant. D'un côté, 1 600 lobbyistes des énergies fossiles (soit une personne sur vingt-cinq) cherchaient à ralentir, affaiblir et retarder les négociations. De l'autre, près de 70 000 personnes participaient à la Journée d'action mondiale. Trente ans après le lancement du processus des Nations unies contre le changement climatique, la sortie progressive des énergies fossiles reste hors d'atteinte.

L'AWID était présente sur tous les fronts : en suivant les négociations, en participant au Sommet des peuples et en défilant aux côtés de mouvements venus du monde entier. Nous avons également soutenu cinq pôles des mouvements de la COP30, au Nigéria, au Cameroun, au Pakistan, à la Barbade et aux Philippines. Ces espaces autonomes ont permis à des agriculteur·ices, des activistes trans et des responsables communautaires de définir leur propre vision de la justice climatique. À travers des foires d'agroécologie, des assemblées citoyennes, des fresques murales et des immersions en forêt, ces pôles ont relié des luttes locales — de l'ouragan Melissa dans les Caraïbes aux typhons aux Philippines — aux négociations mondiales, et ont offert une caisse de résonance à des voix que le processus officiel relègue systématiquement au second plan.



BELÉM



BELÉM

De Rabat à Belém, des réunions de coalition aux ateliers de fanzines, en passant par les pôles des mouvements, ce parcours montre comment se construit la justice climatique féministe : collectivement, stratégiquement et depuis le terrain. Plus que jamais, une collaboration sincère et une solidarité forte entre les différentes composantes de la société civile, qu'elles agissent à l'intérieur ou à l'extérieur des institutions, sont essentielles.

Le care est politique : construire une solidarité féministe entre les mouvements

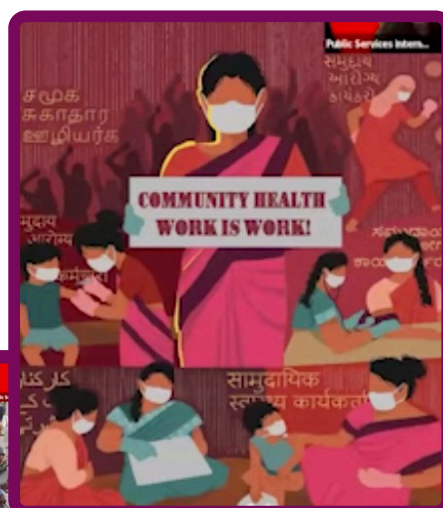
Le care est au cœur des alternatives économiques féministes — et de certaines des luttes les plus urgentes de notre époque. Cette année, nous avons cherché à rendre ce lien visible dans les mouvements syndicaux, les initiatives pour la justice climatique, la défense des droits des personnes en situation de handicap et les espaces internationaux de défense des droits humains. #CareWorkIsWork : les mouvements syndicaux féministes s'organisent par-delà les frontières

À l'occasion de la Journée internationale des droits des travailleur·euses, nous avons organisé le webinar #CareWorkIsWork pour mettre en lumière les luttes des travailleur·euses du secteur du soin à travers le monde rappeler qu'elles sont profondément politiques. Le moment était opportun : les coupes budgétaires américaines fragilisaient déjà les infrastructures de care à l'échelle mondiale. De plus, la montée des fascismes et des fondamentalismes rendait toujours plus difficile, pour les femmes et les personnes de genre divers, d'assurer ce travail essentiel, sans parler de le voir reconnu comme un travail ouvrant des droits.

4

mouvements ont pris la parole :

Les travailleur·euses de santé ASHA du Kerala, qui ont présenté leurs revendications, alors qu'elles étaient au 60^e jour d'une grève à durée indéterminée.



La Communauté internationale des femmes vivant avec le VIH en Afrique de l'Est a expliqué comment les réseaux de care entre pairs étaient fragilisés par les coupes budgétaires et les reculs politiques.



L'Internationale des services publics, qui représente 30 millions de travailleur·euses, a relié sa lutte à celle des travailleur·euses de santé au Pakistan et dans d'autres pays, inscrivant des luttes individuelles dans une perspective politique plus large.

Egna Legna a évoqué la situation des travailleur·euses domestiques migrant·es au Liban, confronté·es à la guerre menée par Israël en plus de la précarité qu'elles et ils subissaient déjà.

Plus de 800 personnes se sont inscrites et 348 ont participé au webinar en direct. Cette rencontre a permis aux mouvements d'exprimer clairement leurs attentes à l'égard de la solidarité féministe, tout en mobilisant la communauté féministe autour de ces enjeux. Elle a montré, de manière très concrète, ce que peut être une approche élargie du care.

Le care comme trait d'union entre la justice climatique et les droits des personnes en situation de handicap

C'est souvent dans les petits espaces que naissent les conversations les plus importantes. Lors d'un échange à huis clos co-organisé avec Women Enabled International, quinze personnes venues des quatre coins du monde se sont réunies pour réfléchir au care, non pas comme catégorie politique, mais comme terrain de lutte et de solidarité. Elles représentaient des mouvements féministes, des mouvements pour les droits des personnes en situation de handicap et des mouvements pour la justice climatique. Cette discussion s'inscrivait dans le prolongement du Forum de l'AWID, où il était apparu que ces mouvements abordaient le care en parallèle, mais dialoguaient rarement à ce sujet.

Ces échanges ont été riches, parfois déstabilisants, ce qui est souvent le signe d'un véritable travail inter-mouvements. Nous avons notamment découvert que le care véhicule une histoire complexe dans les mouvements des personnes en situation de handicap : le modèle médical des soins a longtemps servi à contrôler et à infantiliser les personnes concernées. C'est pourquoi ces mouvements privilégient aujourd'hui la notion de « soin et soutien » et défendent un modèle social fondé sur l'autodétermination. Nous avons également entendu que présenter le care comme une « charge » — une stratégie fréquemment employée par les mouvements féministes pour exiger une plus grande responsabilité de l'État — peut être reçu tout autrement par les personnes en situation de handicap. Pour beaucoup d'entre elles, donner et recevoir du care peut être une source de pouvoir et de plaisir, et pas seulement une épreuve.

Ces tensions ont enrichi notre réflexion collective. Aborder le care à travers le prisme de la reproduction sociale et de son organisation sociale élargit le cadre d'analyse. Cela permet de prendre en compte les différentes dynamiques de pouvoir, de relier les pratiques individuelles aux politiques macroéconomiques et de reconnaître le rôle central que jouent déjà les communautés. Comme l'a exprimé une participante : « La résistance féministe, c'est le care. Revendiquer des salaires décents, résister à l'extractivisme, défendre l'autodétermination sur les terres : tout cela relève du care. »

« Nous avons sincèrement apprécié participer à cette rencontre. Entendre les points de vue de personnes venues du monde entier et découvrir leurs approches du care et du soutien a été extrêmement enrichissant. Ces dialogues sont essentiels pour renforcer la solidarité entre nos mouvements. C'est un plaisir d'y avoir contribué. »
Un·e participant·e

« Cet espace consacré au care, au handicap et à la justice climatique était tellement puissant. C'est un honneur pour moi d'avoir pu apprendre et partager avec tout le monde. »
Un·e participant·e

Cette conversation a été aussi stimulante qu'enrichissante. Je dirais même qu'elle relevait d'une forme de care. Nous n'avons pas toujours besoin d'avoir toutes les réponses immédiatement. Disposer d'un espace sûr pour parler, écouter et réfléchir ensemble est déjà extrêmement précieux. J'ai hâte de poursuivre ces échanges avec vous et de continuer à apporter mon soutien. »
Un·e participant·e

« Merci pour ces conversations si riches, mes sœurs. Dans le contexte actuel, ces enjeux sont souvent traités séparément et ramenés à des expériences individuelles plutôt qu'aux communautés et aux systèmes. Ce que je retiens avant tout de cette rencontre, c'est

combien les espaces inter-mouvements sont essentiels pour dialoguer, apprendre ensemble et construire un agenda commun — pour résister, mais aussi pour imaginer et bâtir ensemble un avenir plus juste et plus inclusif. »

Un·e participant·e

Faire entendre la voix des mouvements au Conseil des droits humains

Les espaces intergouvernementaux formels comme le Conseil des droits humains des Nations unies (CDHNU) ne sont pas pensés pour les mouvements de terrain. Les visas, les procédures d'accréditation et les coûts de déplacement écartent précisément les personnes dont l'expérience devrait être au cœur des débats. À Genève, lors de la 59^e session du Conseil, nous avons cherché à inverser cette logique. L'AWID a co-organisé un événement parallèle sur la précarité du travail genré et sous-évalué, afin d'introduire une analyse économique féministe dans un espace qui traite encore trop souvent séparément les droits économiques et l'autonomie corporelle.

L'un des principaux objectifs de cette rencontre était de permettre à Egna Legna Besidet, une organisation dirigée par des travailleur·euses domestiques, de prendre la parole. Faute de pouvoir voyager, ses membres sont intervenues par vidéo, faisant entendre directement leur voix dans la salle. Les réactions ont montré l'importance de cette initiative. Un·e représentant·e du Red Umbrella Fund a immédiatement rapproché les expériences des travailleur·euses domestiques migrant·es sans papiers de celles des travailleur·euses du sexe criminalisé·es, ouvrant un dialogue solidaire entre des mouvements que le programme officiel n'aurait jamais suscité.

C'était la première fois qu'Egna Legna participait au CDH. À travers ces trois initiatives (le webinaire, le cercle inter-mouvements et l'événement parallèle au CDH), notre objectif était le même :



décloisonner les luttes,
porter la voix des mouvements dans des espaces
qui ne leur sont pas destinés et réaffirmer que
le care est un enjeu politique.

Tenir le cap : l'organisation féministe au Conseil des droits humains des Nations unies

Le Conseil des droits humains de l'ONU est un espace contesté. Les groupes anti-genre sont organisés, bien financés et maîtrisent de mieux en mieux le langage des droits humains. Les mouvements féministes s'organisent eux aussi. Cette année, l'AWID a œuvré à renforcer une riposte coordonnée, visible et reliée aux luttes menées bien au-delà de Genève.

Coordonnée.

Visible.

Connectée.



59e session du CDH : coordonner une riposte féministe

Lors de la 59^e session du CDH, en juin, l'AWID a suivi de près les événements parallèles organisés par les mouvements anti-genre et analysé le rapport de la Rapporteuse spéciale sur les « droits fondés sur le sexe », qui défendait une approche protectionniste incompatible avec les analyses féministes. Nous avons présenté une déclaration pour contester ce cadre d'analyse et coordonné notre action avec d'autres organisations de la société civile ainsi qu'avec la délégation des travailleur-euses du sexe présente à Genève.

Depuis 2023, aux côtés de SRI, l'AWID coordonne un espace de la société civile où les organisations engagées en faveur de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR) partagent des informations, élaborent des stratégies communes et coordonnent leurs actions. Ce rôle est essentiel, car toutes les organisations féministes ne sont pas présentes à Genève. Sans un effort de coordination, ces espaces restent largement occupés par celles qui y sont déjà implantées. Nous avons également soutenu nos partenaires dans leurs démarches d'accréditation, afin de faciliter la participation de groupes confrontés à des obstacles structurels.

L'AWID a également soutenu plusieurs événements parallèles consacrés à des enjeux majeurs, notamment la remise en cause des « droits fondés sur le sexe », l'amalgame entre traite des êtres humains et travail du sexe, ainsi que la lutte contre les violences de genre dans la région de l'Asie du Sud-Ouest et de l'Afrique du Nord (SWANA), en veillant à mettre en lumière la violence politique et les réalités vécues par les femmes palestiniennes.

60e session du CDH : ramener les voix marginalisées au centre du débat

La 60^e session du CDH, qui s'est tenue en septembre, s'est ouverte dans un contexte de fortes tensions. En Indonésie, des activistes étaient descendu·es dans la rue pour dénoncer la corruption politique et l'aggravation des inégalités. Lorsque des féministes indonésien·nes nous ont fait part de leur volonté de porter cette mobilisation sur la scène internationale, l'AWID a obtenu un créneau lors de la table ronde annuelle sur la jeunesse et coordonné une déclaration vidéo de la jeune féministe Nabila Tauhida, prononcée au nom de la Coalition de la société civile indonésienne contre les violences sexuelles. Cette intervention a permis de faire entendre cette lutte au sein d'un forum mondial.

L'AWID a également accompagné deux défenseuses autochtones des droits humains de la région Asie-Pacifique afin qu'elles puissent participer à la 60^e session du CDH et porter des perspectives autochtones féministes dans les débats. Elles ont notamment pris part à un événement parallèle consacré à la documentation et à la protection des défenseuses des droits humains, présenté des déclarations orales devant les procédures spéciales et rencontré plusieurs titulaires de mandat du HCDH. Les voix des femmes autochtones sont largement sous-représentées dans ces espaces ; il est essentiel d'y remédier.

Tout au long de la session, l'AWID a co-parrainé et contribué à la rédaction de déclarations portant sur les droits reproductifs dans le contexte des génocides en cours à Gaza et au Soudan, sur la mission de la flottille mondiale Sumud et la complicité des États, sur le droit au développement, ainsi que sur le génocide reproductif à Gaza. Au-delà de leur portée symbolique, ces prises de position communes renforcent une voix féministe cohérente face aux offensives contre les droits humains.

Renforcer les capacités des mouvements

Le travail de l'AWID au Conseil des droits humains ne se limite pas aux sessions. Il vise aussi à renforcer les capacités d'analyse féministe des organisations qui contribuent à façonner la compréhension et la défense des droits humains.

Amnesty International nous a invité·es à former les équipes de ses programmes régionaux et thématiques sur les mouvements anti-genre : leur montée en puissance, les discours qu'ils mobilisent et les réponses qu'y apportent les mouvements féministes. Nous avons également lancé, avec l'Institut du Caire pour les Études sur les Droits Humains, une formation en deux volets consacrée au genre et au droit international des droits humains.

#BloquerLesFascismes : reprendre le pouvoir face au recul des droits

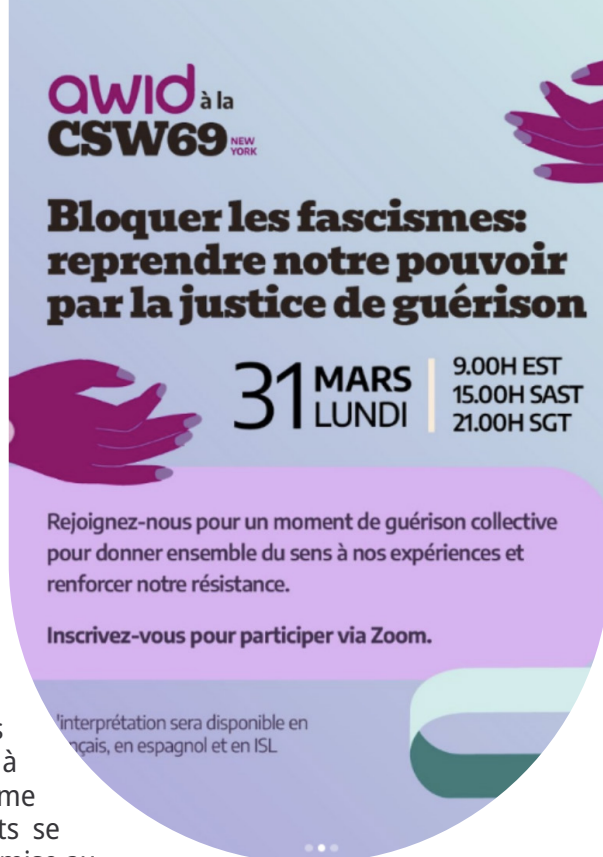
À l'issue de la 69^e session de la Commission de la condition de la femme (CSW69), en mars, nombre de participant·es en sont ressorti·es épuisé·es et désabusé·es. L'AWID a organisé, à l'intention de ses membres ayant participé à la session, en présentiel ou en ligne, une session de régénération intitulée « #BloquerLesFascismes : reprendre notre pouvoir par la justice de guérison ».

Nous avons ensuite lancé la campagne #BloquerLesFascismes (#FreezeFascisms), invitant nos membres et nos partenaires à raconter comment leurs mouvements résistaient. Si le fascisme prend des formes différentes selon les contextes, ses effets se rejoignent : remise en cause du droit à disposer de son corps, mise au silence des voix marginalisées et démantèlement des systèmes qui permettent de survivre. Les coupes budgétaires de l'USAID et du PEPFAR ont, à elles seules, plongé dans une crise majeure les organisations dirigées par des travailleur·euses du sexe au Kenya, en Ouganda et au Nigéria, entraînant la fermeture d'espaces sûrs, l'interruption de programmes vitaux et l'arrêt de recherches en cours sur la justice de genre. Le gel mondial des financements ne concernait pas seulement les ressources financières : il s'agissait bien de geler les moyens de subsistance, les perspectives d'avenir et la capacité des mouvements à s'organiser.

La campagne a montré comment les mouvements s'organisent pour tenir bon et résister. Au Cameroun, BEBOF a appelé à coordonner la collecte de données afin de renforcer la résistance, à créer des espaces de care et de solidarité, et à relayer les réseaux d'entraide entre organisations de terrain. Le

Queer IPV Collective a encouragé les mouvements à diversifier leurs sources de financement au-delà des espaces féministes traditionnels et à réinvestir les ressources vers la santé, le bien-être et les moyens de subsistance. En Inde, Comms4ACause a insisté sur l'urgence de renforcer les infrastructures numériques et de communication des organisations de terrain. Enfin, le Community Care Collective a recentré son action autour de la joie queer et trans, de l'entraide et de l'amour radical, rappelant que la déstigmatisation de la santé mentale est une stratégie de survie.

Ce que cette campagne a montré, c'est que les mouvements n'attendent pas qu'on les sauve. Ils se coordonnent, s'adaptent, prennent soin les uns des autres et refusent de disparaître. Le rôle de l'AWID a été de créer les conditions pour que ces voix soient entendues et de nommer clairement l'enjeu politique : il s'agit bien de fascismes, et les mouvements féministes s'organisent pour les bloquer.



DURABILITÉ



Pérenniser la résilience et la stabilité financière
des organisations et mouvements féministes



Qui peut me financer : un outil pensé pour les mouvements

Le début de l'année 2025 a été marqué par un bouleversement majeur du paysage mondial du financement. Tandis que les coupes budgétaires démantelaient les mouvements sous nos yeux, l'AWID a renforcé son action pour aider les organisations féministes à identifier, comprendre et braver les systèmes qui façonnent l'accès aux financements.

Nous avons entièrement repensé la base de données [Qui peut me financer ? \(WCFM\)](#), une ressource publique qui répertorie désormais plus de 200 bailleurs de fonds. Régulièrement mise à jour, elle permet d'effectuer des recherches par région, type de financement, type de bailleur, domaine d'action, exigences en matière d'enregistrement ou durée des subventions. Cet outil pratique répond à un objectif simple : rendre le paysage du financement plus lisible pour les personnes qui doivent l'appréhender.

Cette base de données s'est accompagnée de la publication d'un guide élaboré par Justice Funds, *Obtenir l'argent dont nous avons besoin* : une ressource pratique sur la collecte de fonds conçue pour les activistes, les organisateur·rices et les responsables communautaires de la Majorité mondiale. Ces deux ressources ont été promues conjointement avec la Base de données sur le financement développée par ImpactMapper, et présentées lors d'une discussion informelle qui a réuni toutes ces initiatives. Qui peut me financer ? reste l'une des ressources les plus consultées de l'AWID. Les mouvements y voient un outil conçu avec eux et pour eux, plutôt qu'une ressource produite sur eux.



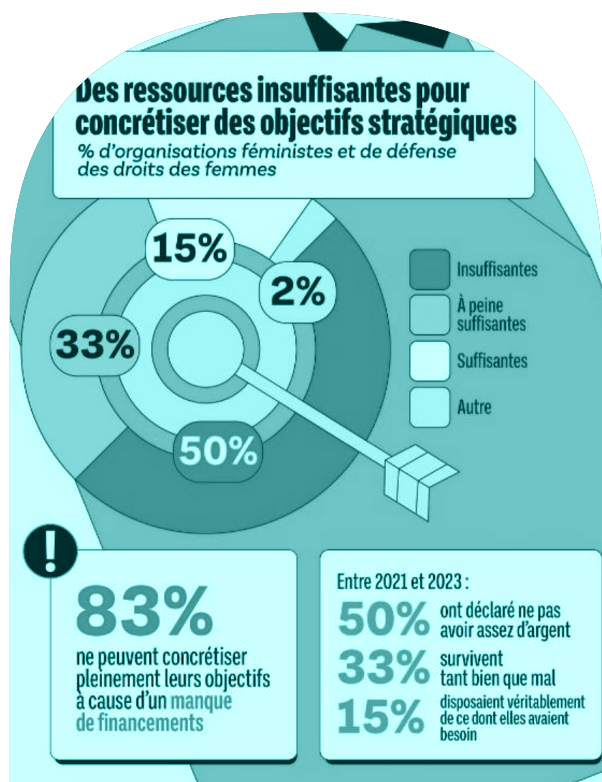
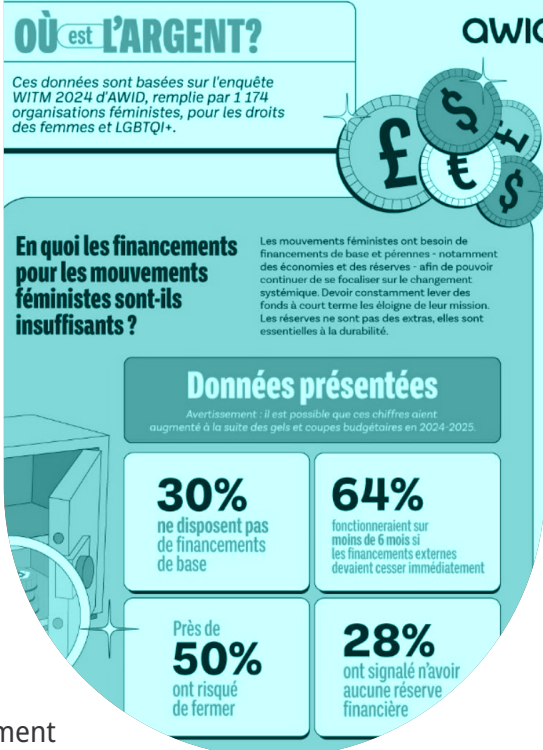
Où est l'argent ? : ce que révèlent les données

Cette édition du rapport **Où est l'argent ? (Where is the money ? – WITM)** est le fruit d'un travail rigoureux et collaboratif, fondé sur la collecte de données, une analyse féministe, un processus d'évaluation par les pairs et les contributions de nombreux partenaires. Elle a été présentée à plus de 400 participant·es lors du plus grand webinaire organisé par l'AWID en 2025, dans un format mêlant présentation, vidéo et table ronde. Les premiers résultats ont également été partagés lors de la conférence Financing for Feminist Futures, à Madrid, ainsi que dans d'autres événements réunissant mouvements féministes et bailleurs de fonds.

Les données ne se limitent pas à confirmer le sous-financement chronique des mouvements féministes. Elles mettent en lumière des enjeux essentiels de pérennité, en s'intéressant non seulement au financement structurel, mais aussi aux capacités d'épargne et aux réserves financières des organisations.

Pour la première fois, le rapport met en avant le financement autonome : les différentes stratégies par lesquelles les mouvements féministes assurent leur fonctionnement en dehors des financements institutionnels. Les résultats sont éloquentes : 81 % des organisations féministes s'appuient sur des ressources qu'elles génèrent elles-mêmes, qu'elles soient financières ou non financières. L'organisation féministe ne vit pas uniquement de subventions ; les mouvements le savent depuis longtemps. Ce rapport donne à cette réalité la visibilité et la légitimité analytique qu'elle mérite dans les débats plus larges sur le financement.

Pour prolonger l'analyse au-delà du rapport, nous avons publié une série de « Présentations des données » destinées aux mouvements, organisé une session de réflexion avec nos membres, et lancé des articles d'opinion ainsi que des collaborations avec plusieurs partenaires, afin de diffuser plus largement les principaux enseignements du rapport.



« Les bailleurs de fonds ne travaillent pas directement avec les organisations de terrain et ne parlent pas le bengali, et quand ça arrive, de nombreux groupes restent exclus. Les obstacles s'accumulent à tous les niveaux et empêchent la création de réseaux. »
Participant·e à la session de réflexion

« Les bailleurs de fonds et les ONG internationales continuent d'effacer notre travail. Ce sont eux qui reçoivent les financements et nous restons invisibles, surtout lorsque les ressources transitent par des dispositifs de portage fiscal. »
Participant·e à la session de réflexion

« Après des décennies de plaidoyer, et trente ans d'efforts des féministes dalits d'Asie du Sud pour faire reconnaître les inégalités de caste sur les scènes internationales, il est absurde d'entendre encore dire que le système des castes est mal compris. »
Participant·e à la session de réflexion

Partage de compétences en Asie du Sud : la solidarité en pratique

Au cours des deux dernières années, l'AWID a renforcé l'analyse collective et le plaidoyer en faveur d'une plus grande justice dans le financement des mouvements féministes d'Asie du Sud, à travers des rencontres virtuelles et en personne, des espaces de partage de compétences et des actions de plaidoyer aux niveaux régional et international.

Le Partage de compétences en Asie du Sud a été conçu comme un espace participatif, animé par les mouvements, où organisations féministes et bailleurs de fonds peuvent réfléchir ensemble aux mécanismes du financement, à leurs limites et à ce que signifie, concrètement, la solidarité. Organisée à Colombo, au Sri Lanka, cette rencontre a réuni plus de 40 participant·es de toute la région, 13 bailleurs de fonds et partenaires stratégiques, ainsi que l'équipe de l'AWID. Réparties sur douze sessions, les discussions ont été conçues pour favoriser l'analyse collective, l'élaboration de stratégies communes et un dialogue ouvert entre les mouvements et leurs partenaires financiers.

« Je repars avec davantage de recul, d'espoir et de détermination, porté·e par de nouvelles relations, des stratégies communes et un sentiment renforcé d'appartenir à un mouvement féministe régional qui refuse d'être fragmenté ou réduit au silence. » **Participant·e au Partage de compétences**



« Cet espace m'a rappelé que nos luttes transcendent les frontières, et que la solidarité n'est pas un concept, mais une pratique quotidienne. Ces échanges ont renforcé ma compréhension politique de la justice en matière de financement, m'ont permis de nommer plus ouvertement les injustices auxquelles nous sommes confronté·es et m'ont donné des outils concrets pour dialoguer avec les bailleurs de fonds et nos allié·es avec plus d'assurance. » **Participant·e au Partage de compétences**



« Cet atelier n'a pas seulement été un espace d'apprentissage. Il a aussi été un espace de guérison, d'affirmation et de puissance collective. En tant qu'activiste féministe et LGBT+ travaillant aux côtés des travailleur·euses du sexe et d'autres communautés marginalisées au Bhoutan, je fais souvent face au manque de ressources, à l'isolement et à l'invisibilité structurelle. » **Participant·e au Partage de compétences**

Zoom sur la résilience organisationnelle





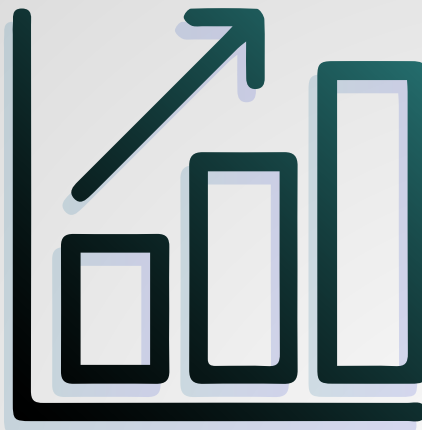
Agir dans un monde en feu : faire face aux bouleversements

Cette année, l'AWID a dû faire face à une succession de perturbations qui ont mis à l'épreuve sa résilience organisationnelle. Une réunion de l'ensemble du personnel et un rassemblement régional prévus au Népal ont été bouleversés par un soulèvement national, la chute du gouvernement et la dégradation de la situation sécuritaire, entraînant d'importants changements de dernière minute et plusieurs annulations. Au Sri Lanka, un autre rassemblement régional a également été perturbé par les conditions météorologiques extrêmes provoquées par le cyclone Ditwah.

Malgré ces défis, les systèmes opérationnels récemment renforcés (notamment la gestion centralisée des déplacements, des procédures contractuelles renforcées et des protocoles clairs de gestion des risques) nous ont permis de réagir rapidement, de limiter les pertes financières et de faire de la sécurité et du bien-être du personnel et des participant·es une priorité. Plus largement, ils ont confirmé l'importance d'investir dans une infrastructure organisationnelle solide et dans des procédures communes, devenues indispensables pour soutenir l'action féministe dans un monde toujours plus instable.



Finances



Contributions	USD
BAILLEURS DE FONDS SOUTENANT L'AWID	
Co-Impact Philanthropic Funds, Inc.	250,000
Ministère néerlandais des Affaires étrangères via le consortium Count Me In!	849,654
Foundation for a Just Society	415,000
Mama Cash	19,034
Open Society Foundations	10,000
The Ford Foundation	761,475
The Swedish International Development Cooperation Agency (Sida)	999,525
Wellspring Philanthropic Fund	1,033,825
BAILLEURS DE FONDS SOUTENANT LES PARTENAIRES ACCUEILLIES	
American Jewish World Service	19,800
Donor Advised Charitable Giving, Inc.	50,000
Dreilinden Gesellschaft für gemeinnütziges Privatkapital mbH	5,933
Fondation Chanel	201,364
Foundation for a Just Society	161,976
Global Affairs Canada	56,203
Schwab Charitable Fund	7,997
The Ford Foundation	182,469
Wellspring Philanthropic Fund	18,745
AUTRES REVENUS	
Services fournis	49,774
Revenus d'investissement	1,660,466
Don de Yield Giving	20,000,000
Membres	798
Autres revenus	1,947
(Escompte) Amortissement des escomptes sur les créances à long termes	174,496
TOTAL REVENUS	26,930,482

Dépenses	\$US
INITIATIVES	
Promotion des droits et de la justice universelles (AURJ)	661,021
Construction d'économies féministes (BFE)	561,007
Forum	199,290
Mobilisation des membres et parties prenantes (MCE)	594,715
Financement des mouvements féministes (RFM)	991,406
SEED	78,840
Pérennité et résilience organisationnelles (OS&R)	404,415
Gestion, gouvernance et général	1,122,054
Levées de fonds	231,755
PARTENAIRES ACCUEILLIES	
The Alliance for Feminist Movements	559,012
Sex Work Donor Collaborative	145,473
AUTRES DÉPENSES	
Autres gains nets de change (perte)	(484,341)
TOTAL DÉPENSES	5,064,647

awid

RAPPORT ANNUEL

L'AWID est une organisation mondiale, féministe, associative, qui soutient les mouvements sociaux. Nous aidons les mouvements féministes, de défense des droits des femmes et de justice de genre à prospérer, à devenir une force motrice dans la lutte contre les systèmes d'oppression et à co-crée des réalités féministes.

Dessin et maquette : María José Lara Cordero



Cet ouvrage est sous licence Creative Commons
Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0
International License

www.creativecommons.org

Cette publication peut être redistribuée à des fins non
commerciales sur tout support, sans modification et dans